

Laurence LLAHI

MÉMO RÉFORME DES SÛRETÉS

*Appréhender rapidement la
réforme des sûretés*



Laurence Llahi

Mémo réforme des sûretés

Appréhender rapidement la réforme des sûretés

© Laurence Llahi, 2022

ISBN numérique : 979-10-405-1435-0

Librinova”

www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l’auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Du même auteur :

Aux éditions Enrick B. Editions :

*Partie 3 - Les voies d'exécution in Collection CRFPA, Cours de procédure civile
et modes alternatifs de règlement des différends*

Aux éditions Juris-Classeur Lexis Nexis, collection Commissaire de justice

Saisie immobilière, commentaires

Saisie immobilière, formules

Aux éditions Juris-Classeur Lexis Nexis, e-fascicules

Saisie immobilière jusqu'à l'audience d'orientation

Saisie immobilière à partir de l'audience d'orientation

Juge de l'exécution

Aux éditions Juris-Classeur Lexis Nexis, fiches pratiques :

Saisir le juge de l'exécution

Contester une saisie immobilière

Mettre en œuvre une procédure de saisie immobilière

Mettre en œuvre une procédure d'ordonnance sur requête

Mettre en œuvre une procédure sur difficultés d'exécution

Obtenir un délai de grâce

Auto-édition :

Pratique de la saisie immobilière

Ventes en la forme des saisies immobilières

Pratique de la publicité foncière

Pratique du recouvrement des charges de copropriété

À

Madame Stéphanie FREIXO

Avec mes plus sincères remerciements

Introduction

Les articles 2284 à 2287 du code civil, qui n'ont pas été modifiés par l'ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme des sûretés (I), fixent les règles générales en matière de sûretés.

Celui qui s'oblige personnellement est tenu de remplir son engagement sur ses biens.

Les biens du débiteur, qu'ils soient mobiliers ou immobiliers, présents ou à venir, constituent le gage commun des créanciers du débiteur.

Le prix de vente des biens appartenant au débiteur se distribue entre les créanciers par contribution, sauf cause légitime de préférence au profit d'un créancier.

Certains créanciers peuvent se prévaloir d'un droit de rétention sur la chose appartenant au débiteur :

- 1° le créancier à qui la chose a été remise jusqu'au paiement de sa créance ;
- 2° le créancier dont la créance impayée résulte du contrat qui l'oblige à la livrer ;
- 3° le créancier dont la créance impayée est née à l'occasion de la détention de la chose ;
- 4° le créancier bénéficiant d'un gage sans dépossession.

Le droit de rétention se perd cependant par le dessaisissement volontaire.

L'ouverture d'une procédure collective ou d'une procédure de surendettement peut modifier les règles fixées par le code civil.

La réforme du livre VI du code de commerce par l'ordonnance n°2021-1193 du 15 septembre 2021 apporte également un certain nombre de modifications aux règles générales du code civil (I).

Il existe deux grands types de sûretés :

- Les sûretés personnelles (II).

- Les sûretés réelles, qui se subdivisent elles-mêmes en sûretés mobilières (III) et sûretés immobilières (IV).

I. – Présentation rapide de la réforme des sûretés

1. Ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés

A. Objectifs

L'ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 vise à renforcer :

1. La sécurité juridique.
2. L'efficacité du droit des sûretés.
3. L'attractivité du droit français.

Le livre IV du code civil (articles 1 à 25 de l'ordonnance) et d'autres codes et textes ont ainsi été modifiés.

B. Structure du texte

Titre Ier : Dispositions modifiant le code civil (Articles 1 à 26)

Chapitre Ier : Dispositions relatives au cautionnement (Articles 2 à 5)

Chapitre II : Dispositions relatives aux sûretés réelles (Articles 6 à 25)

Chapitre III : Autres modifications du code civil (Article 26)

Titre II : Dispositions modifiant le code de commerce (Articles 27 à 28)

Chapitre I : Modifications des dispositions relatives au fonds de commerce (Article 27)

Chapitre II : Autres modifications du code de commerce (Article 28)

Titre III : Dispositions modifiant le code monétaire et financier (Article 29)

Titre IV : Dispositions modifiant le code des procédures civiles d'exécution (Article 30)

Titre V : Dispositions modifiant divers codes (Article 31)

Titre VI : Dispositions de coordination (Articles 32 à 35)

Titre VII : Dispositions relatives à l'outre-mer (Article 36)

Titre VIII : Dispositions transitoires et finales (Articles 37 à 38)

C. Entrée en vigueur

1^{er} janvier 2022 (Ord., art. 37)	Principe Tempéraments : - Les cautionnements conclus avant le 1 ^{er} janvier 2022 demeurent soumis à la loi ancienne. - Les privilèges immobiliers spéciaux nés avant le 1 ^{er} janvier 2022 sont pour l'avenir assimilés à des hypothèques légales.
1^{er} janvier 2023	Dispositions soumises à un décret d'application Art. 27 Art. 30 2° et 3° Art. 31 Art. 34 XIX Art. 35 XI C. civ., art. 2338

Dispositions de l'ordonnance n°2021-1192 du 15 septembre 2021 dont l'entrée en vigueur est conditionnée à un décret (et dont l'entrée en vigueur est fixée au plus tard au 01/01/2023)